

La DTM a identifié une population de **1 771 692** individus déplacés en raison de la crise du M23 au 28 mai 2024 et une population retournée estimée à **681 681** individus

Principales données sur le déplacement



CONTEXTE

La partie orientale de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier au Nord-Kivu, est en proie à un conflit de plus en plus complexe et persistant. Ce conflit est caractérisé par la présence de divers groupes armés tels que le groupe M23, les Forces Armées Congolaises (FARDC) et leurs alliés respectifs. L'expansion des conflits pendant les six premiers mois de 2023 a entraîné un déplacement substantiel de civils, une forte augmentation de la présence des acteurs armés dans le Nord-Kivu et des dégâts humains et matériels.

La population des agglomérations déstabilisées situées à cheval entre les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu a augmenté le nombre de déplacements. Malgré les appels généralisés en faveur d'une résolution pacifique du conflit de la part des acteurs régionaux et internationaux, les efforts conjoints pour faciliter le dialogue et négocier des cessez-le-feu ont régulièrement été perturbés.

Du 30 avril au 28 mai 2024, le contexte a été caractérisé par une expansion des combats dans le Nord-Kivu, avec l'utilisation de munitions lourdes causant des dégâts significatifs et des pertes en vies humaines dans les sites de déplacement autour de Goma et Minova dans la province du Sud-Kivu. Toutes les zones touchées souffrent d'une pénurie de ressources et d'opportunités économiques, ainsi que de l'insécurité causée par la prolifération des armes. Les affrontements se sont poursuivis à la fois dans les zones déjà contrôlées par le groupe M23 et dans celles contrôlées par le gouvernement et ses alliés.

Les récents affrontements spontanés sur plusieurs lignes de front ont affecté le territoire de Masisi dans les groupements de Mupfunyi-Shanga, Kamuronga, Bahali-Mokoto, Mupfunyi-Kibabi, et Mupfunyi-Matanda, le secteur d'Osso-Banyunga, et le territoire de Rutshuru dans les groupements de Mutanda et Kanyabayonga. Les populations locales, les personnes déplacées accueillies dans des familles d'accueil et les personnes récemment retournées ont été contraintes de se déplacer à nouveau ou d'effectuer des mouvements pendulaires.

Depuis le début de la crise, l'OIM par le biais de la matrice de suivi des déplacements (DTM) continue à mener une série d'évaluations rapides, y compris le suivi des urgences (EET/ERM), l'analyse des crises et enregistrement avec priorité de répondre aux besoins immédiats d'information en vue de comprendre la dynamique des déplacements et les besoins.

Ce rapport présente les résultats des évaluations menées dans les différentes zones de déplacement et de retour du 30 avril au 28 mai 2024. Il couvre les déplacements et les retours liés à la crise actuelle du M23.

Principales données sur les retours



DÉPLACEMENT

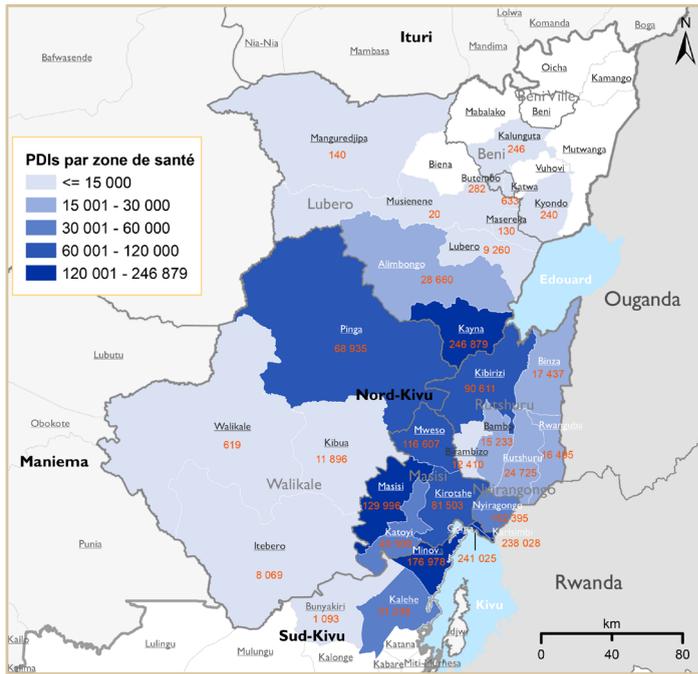
Les données de déplacement collectées dans cette dix-neuvième analyse de crise montrent une augmentation du nombre de personnes déplacées en raison de la crise du M23 par rapport à la publication précédente ([voir le rapport](#)). Le nombre de personnes déplacées est passé de 1 524 179 à 1 771 692 au 28 mai 2024 ([données détaillées ici](#)). Cette augmentation de 16% est principalement liée aux affrontements rapportés sur les axes Kikuku-Bwalanda et Rwindi-Kibirizi du territoire de Rutshuru au Nord-Kivu et dans le territoire de Masisi sur les axes Bihambwe-Katale-Masisi centre et Ngungu-Bitonga. Bien que la majorité des personnes déplacées résident dans les communautés d'accueil, les sites de déplacement continuent d'accueillir une proportion significative (44%) des ménages déplacés. Certains sites offrent des abris temporaires et une assistance de base, mais la plupart ne répondent pas de manière adéquate aux besoins des personnes touchées. Ces sites sont souvent surpeuplés et ont des difficultés à fournir des services essentiels tels que la sécurité, l'eau potable, la nourriture et l'assainissement, ce qui exacerbe les difficultés rencontrées par les personnes déplacées.

Type d'installation	Ménage	Individu	Homme	Femme
Communauté hôte	191 305	986 602	412 391	574 211
Sites hors mécanisme de gestion	41 131	199 684	78 512	121 172
Sites sous mécanisme CCCM	190 481	585 406	251 209	334 197
Grand Total	422 917	1 771 692	742 112	1 029 580

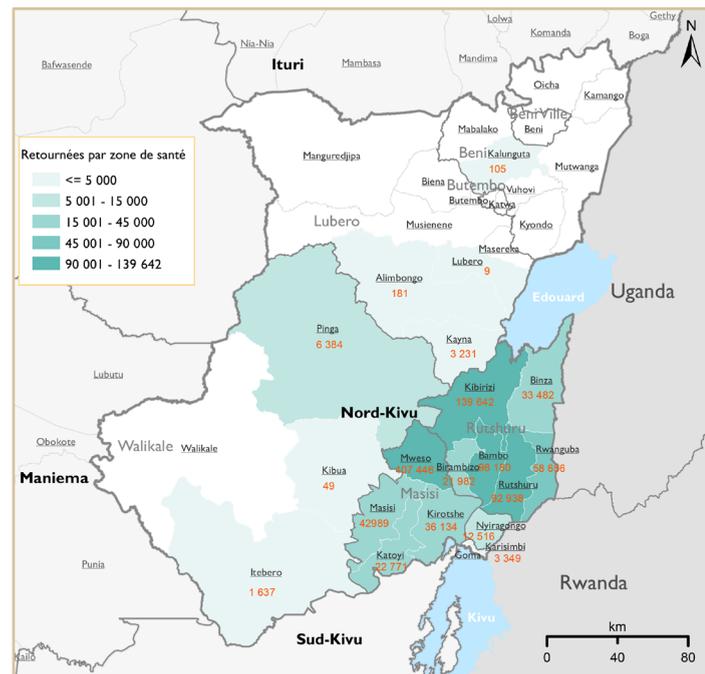
Du 3 au 28 mai 2024, des violents combats se sont intensifiés en territoire de Rutshuru dans les groupements de Mutanda et Kanyabayonga et ont provoqué les déplacements massifs de la population retournée dans leurs villages vers les territoires de Lubero et Walikale. Dans la même période, d'autres affrontements ont été signalés en territoire de Rutshuru dans le groupement de Bishusha qui ont provoqué le mouvement de la population vers les territoires de Rutshuru et Masisi.

Depuis le début du mois de mai 2024, les offensifs du groupe M23 contre les forces étatiques se sont intensifiés dans les groupements de Mupfunyi, Matanda, Mupfunyi-Kibabi, Mupfunyi-Shanga et Ufamandu et ont provoqué des déplacements préventifs de populations locales et de déplacés vers le territoire de Kalehe dans la province du Sud-Kivu. Du 12 au 20 mai 2024, des affrontements se sont étendus dans plusieurs axes de Masisi en provoquant des mouvements pendulaires, déplacements préventifs et déplacements secondaires vers les groupements de Bapfuna, Bashali-Mokoto dans le territoire de Masisi et vers le groupement Bakano en territoire de Walikale.

CARTOGRAPHIE DE DÉPLACEMENT



CARTOGRAPHIE DE RETOUR



RETOUR DE LA POPULATION AFFECTÉE

Les résultats des évaluations des déplacements liés à la crise du M23 effectuées entre le 30 avril et le 28 mai 2024 ont permis d'identifier un total de 681 810 populations retournées (140 385 ménages). Une diminution de 4% a été observée au cours de ce cycle d'évaluation, par rapport au nombre enregistré lors de la dernière évaluation du 29 avril 2024. Cette tendance s'observe principalement dans le territoire de Masisi en groupement de Bashali-Mokoto et dans le territoire de Rutshuru en groupement de Kanyabayonga et Mutanda. L'intensification des combats dans la zone a poussé la population locale et les récents retournés à se déplacer à nouveau. Les retours sont motivés par le désir des populations déplacées à reconstruire leur vie, car elles font face à un manque de ressources pour maintenir leur situation de déplacement, couplé à une certaine conviction que la situation s'est améliorée dans leurs zones d'origine malgré le conflit en cours.

DÉMOGRAPHIE

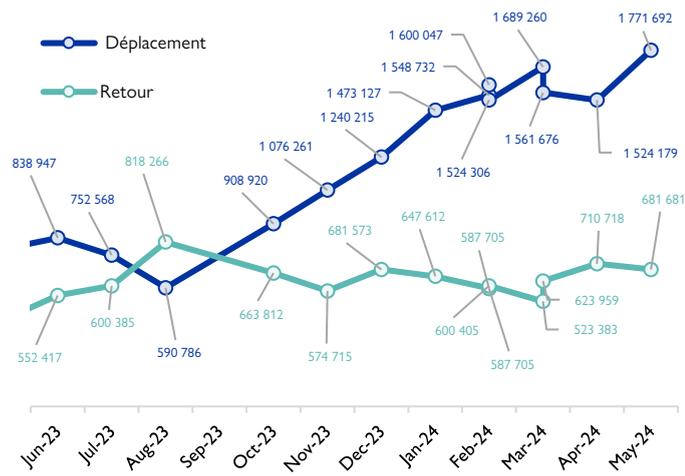
L'évaluation a couvert un total de 2 335 villages. Les retournés ont été identifiés dans 788 villages. Les hommes et les femmes constituent respectivement 42 pour cent et 58 pour cent de la population déplacée. Les enfants âgés de 0 à 5 ans représentent environ 18 pour cent. La taille moyenne des ménages déplacés évalués est de 4,2 individus. Tandis que les hommes et les femmes constituent respectivement 40 pour cent et 60 pour cent de la population retournée. Alors que, les enfants âgés de 0 à 5 ans représentent environ 15 pour cent.

PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES

L'accès aux ressources essentielles telles que la nourriture, le logement et les soins de santé sont les principaux besoins exprimés et sont souvent limités ou inexistant dans les zones où les populations déplacées cherchent refuge. Les besoins fondamentaux des populations vulnérables ne sont généralement pas satisfaits, ce qui rend difficile leur survie et celle des communautés touchées.



Évolution de la population déplacée et retournée (individus) depuis le début de la crise



ACCESSIBILITÉ

Le conflit en cours dans la région a gravement affecté les principales routes d'entrée dans la ville de Goma en les rendant impraticables. Cette obstruction a considérablement entravé le déplacement des civils, le transport des marchandises et la livraison d'une assistance humanitaire cruciale. Le 3 février 2024, la cité de Shasha a été prise par le groupe M23 en coupant complètement la circulation de la route qui relie la ville de Goma à celle de Bukavu. Il s'agit du quatrième axe essentiel d'approvisionnement alimentaire à Goma qui est bloqué après l'axe Goma-Rutshuru, l'axe Sake-Kitshanga-Mweso et l'axe Goma-Sake-Masisi centre. Cette situation limite l'accès aux services essentiels de la population touchée par la violence, créant un environnement dangereux pour les actions humanitaires.